

**CHÂTENAY-MALABRY****Département des  
Hauts-de-Seine****ARRÊTÉ DU MAIRE****Canton de  
Châtenay-Malabry**

Folio n° 25-577

**Arrêté n° 368****ARRÊTÉ ACCORDANT UN PERMIS DE CONSTRUIRE À VALLÉE SUD – GRAND PARIS, REPRÉSENTÉ PAR MONSIEUR CARL SEGAUD, POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'UNE RESSOURCERIE, SITUÉES ROUTE DE BIÈVRES.****LE MAIRE,****VU** la demande de permis de construire,

<b>Déposée par :</b>	<b>Vallée Sud – Grand Paris</b>
<b>Représenté par :</b>	<b>Monsieur Jean-Didier BERGER à la date du dépôt</b>
<b>Demeurant :</b>	<b>28 rue de la Redoute 92260 Fontenay-aux-Roses</b>
<b>Portant le n° :</b>	<b>PC 092019 24 A0014</b>
<b>Enregistrée le :</b>	<b>27/09/2024</b>
<b>Complétée le :</b>	<b>03/12/2024 et le 19/03/2025</b>
<b>Pour un terrain sis :</b>	<b>Route de Bièvres</b>
<b>Cadastré :</b>	<b>M17</b>
<b>En vue de :</b>	<b>La construction d'une école du développement durable et d'une ressourcerie pour une Surface De Plancher (S.D.P) à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics de 2 653,36m².</b>

**VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,**VU** l'article L.331-1 à L.331-5 du Code de l'urbanisme instituant une taxe d'aménagement,**VU** les articles L.332-6 à L.332-14 du Code de l'urbanisme fixant les obligations des bénéficiaires d'autorisations d'urbanisme ou des utilisateurs du sol en matière de taxes et participations,**VU** l'article L.332-28 du Code de l'urbanisme,**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article L.1331-7 instituant une participation au financement de l'assainissement collectif,**VU** la loi du 9 août 2004 modifiant le régime de la redevance d'archéologie préventive,**VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1980, modifié établissant le règlement sanitaire départemental des Hauts-de-Seine,**VU** la délibération du 15 avril 2016 approuvant le règlement du service départemental d'assainissement des Hauts-de-Seine,**VU** le règlement de voirie départemental,

**VU** la délibération du Conseil de Territoire n° CT2018/025 du 27 mars 2018 instituant une participation au financement de l'assainissement collectif harmonisée pour le territoire de Vallée Sud – Grand Paris,

**VU** la délibération du Bureau du Territoire n° BT30/2018 du 13 mars 2018 portant adoption du règlement d'assainissement collectif pour le territoire de Vallée Sud – Grand Paris,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 105 du 29 septembre 2011 fixant le taux communal de la Taxe d'Aménagement,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 070 du 2 juillet 2015 instaurant un taux majoré de Taxe d'Aménagement,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 108 du 17 novembre 2016 approuvant le règlement de voirie communal,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 2025-059, du 3 avril 2025 instaurant un taux majoré de Taxe d'Aménagement suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par délibération n° CT 2024/105 du 11 décembre 2024,

**VU** l'arrêté municipal n° 197 du 29 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Madame Mariam SHARSHAR, Adjointe au Maire, pour traiter les affaires concernant l'Urbanisme et les Travaux,

**VU** l'arrêté n° 036 du 28 janvier 2025, accordant à l'Établissement Public Territorial Vallée Sud – Grand Paris, représenté par monsieur Jean-Didier BERGER à la date du dépôt, l'autorisation de travaux n° 092 019 24 A 0025 pour la construction d'une école du développement durable et d'une ressourcerie (établissement recevant du public de 3<sup>ème</sup> catégorie, de type R avec activité de type N et M), Route de Bièvres,

**VU** l'avis du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine Direction de l'Eau en date du 21 octobre 2024,

**VU** l'avis de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 21 octobre 2024,

**VU** l'avis d'ENEDIS Service CU/AU en date du 28 octobre 2024,

**VU** l'avis du service d'infrastructure de la Défense, Unité de Soutien de l'infrastructure de la Défense de Villacoublay, section Gestion du patrimoine en date du 15 novembre 2024,

**VU** l'avis du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine Direction des Mobilités en date du 27 novembre 2024,

**VU** l'avis de Vallée Sud – Grand Paris en date du 6 décembre 2024,

**VU** l'avis du VEOLIA EAU d'Île-de-France SNC en date du 7 avril 2025,

**VU** les nouvelles pièces reçues le 19 mars 2025 et le 26 juin 2025,

**VU** l'avis du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre en date du 25 juillet 2025,

**ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1**

Le permis de construire est accordé sous réserve du droit des tiers, pour le projet décrit dans la demande susvisée et représentant une S.D.P créée de 2653,36 m<sup>2</sup>.

## ARTICLE 2

Ledit permis fera l'objet des participations suivantes :

- Versement de la contribution suivante dont le montant sera fixé ultérieurement, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme : au titre de la Taxe d'Aménagement (taux de 10 %) en vertu des dispositions des articles L.331-1 à L.331-34 du Code de l'urbanisme,
- Versement des participations suivantes au titre de :
  - La participation au financement de l'assainissement collectif en vertu des dispositions des articles L.1331-2, L.1331-7, L.1331-9 et L.1331-12 du Code de la santé publique, d'un montant de 25 790,65 € en cas de raccordement sur **le réseau territorial**,
  - La participation au financement de l'assainissement collectif en vertu des dispositions des articles L.1331-2, L.1331-7, L.1331-9 et L.1331-12 du Code de la santé publique, d'un montant de 25 070,85 € en cas de raccordement sur **le réseau départemental**,
  - La participation qui pourrait être due, prévue par les dispositions du cahier des charges de l'exploitation du service de distribution d'eau, notamment aux articles 5 et 6 du règlement.

Le projet, objet du permis de construire, engendre une extension du réseau électrique propre au projet de construction, pour lequel, conformément aux dispositions de l'article L.332-15 du Code de l'urbanisme, le pétitionnaire versera une participation pour équipement propre. En cas de tout changement apporté au projet qui conduirait à une modification de l'extension du réseau électrique, le bénéficiaire prendra en charge le montant correspondant.

## ARTICLE 3

Ledit permis est assorti des prescriptions énoncées ci-après :

Les prescriptions énoncées dans les avis des services extérieurs consultés susvisés devront être strictement respectées. Ces avis sont annexés au présent arrêté.

La construction étant située dans la zone de protection acoustique suivante :

- catégorie 2 - 250m par rapport à la Route de Bièvres,

Elle devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2000/261 du 29 septembre 2000, portant classement des infrastructures et prescrivant l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.

Simultanément à la déclaration d'ouverture de chantier, le titulaire devra déposer à l'Établissement Public Territorial Vallée Sud – Grand Paris au ou au Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, une demande de branchement à l'égout public.

À la suite de cette demande, un arrêté ou une convention de déversement à l'égout public sera délivré par l'autorité compétente, qui précisera les conditions du raccordement.

Il est rappelé que l'assainissement doit être réalisé dans le système séparatif par deux réseaux, eaux usées et eaux pluviales ne comportant ni intercommunication, ni regard commun, en particulier les eaux usées et les eaux pluviales seront raccordées dans les canalisations eaux usées et eaux pluviales de la voie (art. 25 du règlement communautaire).

### Prescriptions de voirie :

Aussitôt après l'achèvement des travaux, l'intervenant ou l'exécutant devra procéder à la réparation des dommages causés à la voirie (règlement de voirie communal).

Les chaussées et trottoirs bordant la propriété qui auraient été endommagés au cours des travaux de construction seront remis en état par la collectivité compétente aux frais du constructeur (règlement de voirie départemental).

Lors des travaux de construction ou d'aménagement, les véhicules des entreprises effectuant ces travaux devront stationner et décharger ou charger à l'intérieur des propriétés. En cas d'impossibilité, une demande d'occupation du domaine public devra être effectuée afin de prendre les mesures nécessaires à la sécurité du public et afin de ne pas gêner la circulation et l'accès aux propriétés voisines.

#### **ARTICLE 4**

Les effets de l'autorisation sont caducs si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant le délai supérieur à une année.

#### **ARTICLE 5**

Mention du permis de construire sera affichée sur le terrain dès la notification de la décision d'octroi, et ce pendant toute la durée du chantier, conformément aux dispositions de l'article R.424-15 du Code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 6**

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.424-7 du Code de l'urbanisme, et définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

#### **ARTICLE 7**

Le bénéficiaire d'une autorisation qui souhaiterait la contester peut saisir Monsieur le Maire d'un recours gracieux ou le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (2-4 Bld de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex) d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Les tiers qui souhaiteraient contester cette autorisation peuvent saisir Monsieur le Maire d'un recours gracieux ou le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (2-4 Bld de l'Hautil, BP 30322, 95027 Cergy-Pontoise Cedex) d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R.600-2 du Code de l'urbanisme).

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de la ville (l'absence de réponse de la ville au terme d'un délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux vaut rejet implicite).

#### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- L'Établissement Public Territorial Vallée Sud – Grand Paris, représenté par Monsieur Carl SEGAUD
- Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, représenté par Monsieur Georges SIFFREDI

**Fait à Châtenay-Malabry, le 8 août 2025.**

#### **ARRÊTÉ**

Reçu en Préfecture le :

Publié ou affiché ou notifié le :

Certifié exécutoire par le Maire

En application de l'article L.2131-1 du C.G.C.T



**Mariam SHARSHAR**

**Adjointe au Maire  
Déléguée à l'Urbanisme  
et aux Travaux**